

Les petits producteurs de l'Afrique subsaharienne peuvent nourrir durablement les populations grandissantes du continent.

En ayant un accès suffisant aux ressources naturelles et aux intrants et s'ils peuvent poursuivre les investissements qu'ils réalisent déjà, les petits producteurs de l'Afrique subsaharienne pourront en effet nourrir les populations grandissantes du continent.

Qui plus est, ils pourront, en continuant à produire, renforcer la sécurité alimentaire. Par contre, l'apport de capitaux investis par des grandes entreprises ne permettra pas de rencontrer conjointement ces deux objectifs.

C'est le message que les représentants de la société civile ont présenté au cours du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale (CFS) et du Forum préparatoire de la société civile et de l'évènement parallèle organisé le 9 octobre 2013 face à ceux qui prétendent qu'il est indispensable de faire appel aux grands capitaux privés pour assurer le développement agricole du continent. Ces derniers font valoir que l'agriculture paysanne est archaïque et que dès lors les producteurs paysans, d'Afrique et d'Asie en particulier, ne pourront assurer la production des aliments nécessaires pour nourrir la population à venir. Ils en appellent dès lors aux grands investisseurs agricoles, qui sont attirés par des opérations rentables en termes de profits, mais cette option pourrait avoir en fait des conséquences particulièrement négatives en termes de sécurité alimentaire et de durabilité économique, sociale et environnementale. Le jugement qu'ils portent sur l'agriculture paysanne apparaît dès lors plutôt comme un prétexte (sur lequel nous reviendrons) pour justifier des investissements rentables, mais au détriment des producteurs actuels.

Il faut des investissements agricoles en Afrique, mais lesquels ?

Au cours de la 40^e session du CFS (du 7 au 11 octobre), les délégués de 140 nations et d'autres parties prenantes (les OSC, le secteur privé et les institutions internationales) débattent de la sécurité alimentaire, mais en particulier de l'impact des biocarburants et des investissements agricoles pour la sécurité alimentaire.

Concernant les investissements agricoles, le débat est engagé, avec notamment une série de consultations, jusqu'en octobre 2014, date à laquelle on prévoit d'adopter les principes pour les investissements agricoles responsables (IAR).

Une question essentielle débattue est celle de savoir quels investissements pourront contribuer au mieux à la sécurité alimentaire.

En réalité, deux visions s'opposent à ce sujet. Reprenons ci-après la présentation volontairement caricaturale de ces visions par les auteurs du rapport du HLPE¹:

"Pour certains, les petits agriculteurs ne seront jamais «compétitifs», font partie des populations les plus pauvres, et devraient faire l'objet de politiques axées sur la fourniture de filets de sécurité et l'éducation afin d'aider les jeunes à migrer et à trouver un emploi en dehors de l'agriculture. Les petits exploitants (...) seraient appelés à disparaître, progressivement remplacés par des exploitations plus

¹ HLPE, 2013. Paysans et entrepreneurs: investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, p. 22.

grandes, modernes, fortement engagées dans les marchés mondiaux, caractérisées par une concentration foncière croissante et des liens étroits avec les agro-industries. (.....)

Pour d'autres (...) les petits agriculteurs resteront sur leurs terres et se transformeront, devenant des « paysans modernes », productifs, efficaces et résilients. Ils fourniront des aliments sains aux villes, géreront les ressources naturelles, utiliseront moins d'énergies fossiles et de produits chimiques que les grandes exploitations commerciales, et préserveront la biodiversité dans leur système de production diversifié."

Les quatre raisons principales qui justifient d'axer le développement agricole sur les petits agriculteurs

a. La première bonne raison d'axer le développement sur les petits agriculteurs, c'est que les performances de l'agriculture africaine, essentiellement basée sur les petits agriculteurs, sont loin d'être décevantes. Voici ce que dit le professeur Steve Wiggins :

La croissance agricole en Afrique est-elle si décevante ? Il est facile d'être pessimiste lorsque l'on regarde les données apparemment décevantes de la croissance agricole africaine au cours de la majeure partie des cinquante dernières années. On compare souvent la production par habitant de l'Afrique avec les autres régions en voie de développement. Par conséquent, si l'on observe les données de croissance de la production alimentaire par habitant, l'Afrique est vraiment en reste par rapport à l'Asie et l'Amérique du Sud (Présentation de S. Wiggins au briefing du CTA du 02/10/2013²).

Les courbes présentées dans ce document montrent que, entre 1962 et 2008, la production/habitant passe de 100 à environ 150 pour l'Afrique contre environ 215 pour l'Asie et environ 185 pour l'Amérique du Sud. Par contre, la courbe présentée pour la croissance agricole absolue en Afrique entre 1962 et 2010 est beaucoup plus positive, car elle passe de 100 à environ 340 pour l'Afrique et on est au-delà de 400 pour l'Afrique de l'Ouest.

S. Wiggins précise encore que « *la grande majorité des augmentations de production sont dues à un accroissement de la production par unité de surface, et non à une extension de la superficie des terres arables. Au cours de ces dernières années, la superficie des terres arables en Afrique a connu une augmentation moyenne annuelle de seulement 0,75%, alors que la production a grimpé de 2,56% ».*

Et il conclut que « *si nous voulons des modèles de production agricole, il n'est pas nécessaire de les chercher en dehors du continent ».*

Les performances passées des agriculteurs africains permettent d'envisager un développement agricole futur où ils seraient les acteurs principaux, à certaines conditions cependant : il faut qu'ils aient un accès suffisant aux ressources naturelles (terres, eau, semences, ...) et autres ressources pour produire et qu'ils puissent poursuivre les investissements qu'ils réalisent déjà. Ce qui signifie avant tout un climat favorable à l'investissement (comme des marchés stables avec des prix suffisants) et des investissements publics favorables aux petites exploitations.

² Wiggins Steve, 2013. L'agriculture africaine dans un contexte mondial en évolution : enseignements. Overseas Development Institute. Résumé de synthèse. Briefing politique de Bruxelles n° 33, CTA, 2 octobre 2013.

b. Une seconde bonne raison d'axer le développement sur les petits agriculteurs, c'est que les petits producteurs de l'Afrique subsaharienne y sont déjà les plus grands investisseurs agricoles et y assurent déjà 80% de l'offre de produits alimentaires³.

Et ceci alors qu'ils travaillent sur des exploitations qui ont généralement moins de 10ha, qu'ils n'ont qu'un accès limité aux crédits et que leurs investissements se font avant tout en travail.

Notons que cette situation est comparable à celle que l'on retrouve en Asie. Même en Chine, 200 millions de petites exploitations, couvrant 10% des terres agricoles disponibles à l'échelle mondiale, produisent 20% de l'ensemble des aliments du monde⁴.

c. Un troisième argument, qui n'est pas sans lien avec ce qui précède, est que ces petits agriculteurs non seulement assurent la quantité d'aliments nécessaire pour alimenter les marchés du continent, mais travaillent dans le cadre de systèmes alimentaires dont le potentiel est plus durable et multifonctionnel. Les systèmes mis en œuvre par ce grand nombre de petites exploitations, sont en réalité extrêmement diversifiés, mais leur développement garantit, mieux que d'autres, la durabilité attendue aujourd'hui des systèmes d'exploitation pour faire face aux principaux défis environnementaux, en particulier la mitigation des changements climatiques, la gestion durable des ressources naturelles (terres, eaux ressources génétiques) et le maintien de la biodiversité⁵.

d. Le dernier argument pour axer le développement sur les petits agriculteurs n'est certainement pas le moindre : c'est que c'est la seule possibilité qui permet d'assurer, au-delà de la production d'aliments, la sécurité alimentaire dans des régions où l'activité agricole est la seule qui offre à la grande masse des actifs dépendant du secteur agricole des emplois et des revenus. Ceci se comprend mieux quand on sait qu'on se trouve dans un contexte où la majorité des victimes de la faim sont des petits producteurs d'aliments qui vivent en milieu rural, mais ne produisent pas suffisamment pour assurer à la fois leur consommation et la vente d'une partie de leur production sur les marchés pour faire face à d'autres dépenses.

L'impact de la solution présentée par les entreprises de l'agro-industrie

Cette solution, qui vise à des investissements dans des exploitations fortement capitalisées, est soutenue par la « Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle », qui implique le G8 et d'autres initiatives de même nature (comme « Grow Africa » et la « Global Land Transparency Initiative »).

Les partisans de cette approche tentent de convaincre les décideurs que c'est la solution pour atteindre la sécurité alimentaire en Afrique et exercent une forte pression sur les gouvernements africains. Certains de nos partenaires (par exemple au Sénégal) ont déjà pu le constater.

Pour convaincre les décideurs, ils utilisent l'argument que les petits agriculteurs ne seront jamais « compétitifs », argument que nous avons présenté ci-dessus (p. 1).

³ FAO, 2012. Smallholders and family farmers.

⁴ HLPE, 2013, op. cit., p. 52.

⁵ Voir notamment ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), 2011. Produire plus avec moins. Guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne. Rome.

Derrière l'argument, il y a le souci de justifier les investissements hautement capitalistiques, dont l'impact premier sur les producteurs paysans d'Afrique serait de concurrencer ces petits paysans, dont ils convoitent en premier lieu les terres.

Ils justifient également leurs investissements privés par le fait que le développement de l'agriculture paysanne nécessite des investissements publics, qui sont insuffisants.

Le fait que les Etats africains ne concrétisent pas leur engagement (Maputo, 2003) de consacrer au moins 10% de leur budget public au développement agricole rend bien entendu la tâche plus difficile aux petits producteurs d'Afrique, d'autant plus que les bailleurs publics internationaux attendent des signaux positifs des Etats pour accroître leurs contributions.

Le combat pour le soutien d'un développement agricole sur la base des exploitations familiales africaines doit donc aller de pair avec un plaidoyer pour des investissements publics au service de ces exploitations. L'année 2014, déclarée année de l'agriculture familiale, doit permettre aux OP d'Afrique et à leurs alliés d'avancer dans ce combat.